

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 73 (1955)
Heft: 179

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce • Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint täglich, ausgenommen an Sonn- und Feiertagen — Parait tous les jours, le dimanche et les jours de fête exceptés

Nr. 179

Bern, Mittwoch 3. August 1955

73. Jahrgang — 73^{me} année

Berne, mercredi 3 août 1955

N° 179

Redaktion und Administration: Effingerstrasse 3 in Bern. — Telefon Nummer (081) 21660
 Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden. Gebl. Abonnementsbeträge nicht an obige Adresse, sondern am Postschalter einzahlen — Abonnementspreise: Schweiz: jährlich Fr. 27.50, halbjährlich Fr. 15.50, vierteljährlich Fr. 8.—, zwei Monate Fr. 5.50, ein Monat Fr. 3.50; Ausland: jährlich Fr. 40.— — Preis der Einzelnummer 25 Rp. (plus Porto). — Annoncen-Regie: Publicitas AG. — Insertionstari: 22 Rp. die einspaltige Millimeterzelle oder deren Raum; Ausland 30 Rp. — Jahresabonnementspreis für die Monatschrift „Die Volkswirtschaft“: Fr. 10.50.

Rédaction et administration: Effingerstrasse 3 à Berne. — Téléphone numéro (081) 21660
 En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste. On est donc prié de ne pas verser le montant des abonnements à l'adresse ci-dessus — Prix d'abonnement: Suisse: un an 27 fr. 50; un semestre 15 fr. 50; un trimestre 8.— fr.; deux mois 5.50 fr.; un mois 3.50 fr.; étranger: fr. 40.— par an — Prix du numéro 25 ct. (port en sus). — Régie des annonces: Publicitas SA. — Tarif d'insertion: 22 ct. la ligne de colonne d'un mm ou son espace; étranger: 30 ct. — Prix d'abonnement annuel à la revue mensuelle „La Vie économique“: 10 fr. 50.

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. — Faillites et concordats. — Fallimenti e concordati. Handelsregister. — Registre du commerce. — Registro di commercio. Gesuch um Allgemeinverbindlicherklärung des Gesamtarbeitsvertrages für das schweizerische Coiffeurgewerbe.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Verfügung der EPK betreffend den Uebnahmepreis für Tomaten. — Prescriptions du SFOP concernant le prix à payer par les importateurs pour les tomates indigènes prises en charge. — Prescrizioni dell'UFOP concernenti i prezzi dei pomodori ritirati dagli importatori.

Devisenkurse für den gebundenen Zahlungsverkehr mit dem Ausland (Liste Nr. 213). Zahlungsverkehr mit der belgisch-luxemburgischen Wirtschaftsunion: Ursprungszeugnisse. — Service des paiements avec l'Union économique belgo-luxembourgeoise: Certificats d'origine. — Servizio dei pagamenti con l'Unione economica belgo-lussemburghese: Certificati d'origine.

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Ouvertures de faillites

(L.P. 231, 232; O.T. téd. du 23 avril 1920, art. 29, II et III, 123)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (L.P. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour quelle date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auraient pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Ct. de Vaud Office des faillites, Lausanne (1499)

Failli: Destraz Edouard, menuiserie, avenue Benjamin-Dumur 8, à Lausanne.

Date du prononcé: 21 juillet 1955.

Faillite sommaire, art. 231 L.P.

Délai pour les productions des créances: le 23 août 1955.

Etablissement des Konkursverfahrens — Suspension de la liquidation

(SchKG 230.) (L. P. 230.)

Ct. de Vaud Office des faillites, Lausanne (1500)

Failli: Nanzer Philippe, marchandises diverses, rue Jean-Louis-de-Bons 1, à Lausanne.

Date du prononcé: 13 juillet 1955.

Délai pour avancer les frais de 500 fr.: 13 août 1955.

Kollokationsplan — Etat de collocation

(SchKG. 249—251)

(L.P. 249—251)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgericht angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié, passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Ct. de Vaud Office des faillites, Yverdon (1496)

Failli: Dénéreaz Marcel, boucherie chevaline, rue du Millieu 47, Yverdon.

L'état de collocation des créanciers de la faillite susindiquée peut être consulté à l'office des faillites d'Yverdon. Les actions en contestation doivent être introduites dans un délai échéant le 13 août 1955; sinon, l'état de collocation sera considéré comme accepté.

Ct. du Valais Office des faillites, Sion (1497)

L'état de collocation de la faillite de Métral Maurice, entreprise de charpente, à Sion, est déposé à l'office précité.

Délai pour intenter action: 10 jours.

Schluss des Konkursverfahrens — Clôture de la faillite

(SchKG. 268) (LP. 268)

Kt. St. Gallen Konkursamt Unterloggenburg, Flawil (1501)

Das Konkursverfahren über Kamber Gottlieb, Textilwaren, Oberuzwil, ist durch Verfügung des Konkursrichters vom 21. Juli 1955 als geschlossen erklärt worden.

Widerruf des Konkurses — Révocation de la faillite

(SchKG 195, 196, 317.) (L. P. 195, 196, 317.)

Kt. Schaffhausen Konkursamt Schaffhausen (1498)

Der unterm 20. Juli 1953 über Kölla Theophil, Schuhhaus, Neuhausen/Neunkirch, eröffnete Konkurs ist zufolge Zustandekommens eines Nachlassvertrages durch Verfügung des Konkursrichters Schaffhausen vom 29. Juli 1955 widerrufen und der Gemeinschuldner in die Verfügung über sein Vermögen wieder eingesetzt worden.

Konkurssteigerungen — Vente aux enchères publiques après faillite

(SchKG. 257—259) (LP. 257—259)

Ct. de Fribourg Office des faillites de la Sarine, Fribourg (1502)

Unique enchère

Faillite: Société immobilière Tourelles S.A., à Fribourg.

Date et lieu de l'enchère: lundi 5 septembre 1955, à 11 heures, à la salle du Tribunal, Maison de Justice, à Fribourg.

Dépôt des conditions de vente, de l'état des charges et servitudes: dès le 24 août 1955.

Immeubles: commune de Fribourg, cad. fol. 3709, cadastre Art. 4428, Pfaffengarten, pré de 1728 mètres.

Taxe cadastrale 691 fr.

Estimation de l'office 34 560 fr.

Ces immeubles seront adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur.

Fribourg, le 2 août 1955.

Le préposé aux faillites:

Ziegenbalg, subst.

Nachlassverträge — Concordats — Concordati

Nachlassstundung und Aufruf zur Forderungseingabe

(SchKG 295, 296, 300.)

Sursis concordataire et appel aux créanciers

(L. P. 295, 296, 300.)

Den nachbenannten Schuldnern ist eine Nachlassstundung bewilligt worden.

Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen innert der Eingabefrist beim Sachwalter einzugeben, unter der Androhung, dass sie im Unterlassungsfall bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt wären.

Les débiteurs ci-après ont obtenu un sursis concordataire.

Les créanciers sont invités à produire leurs créances auprès du commissaire dans le délai fixé pour les productions, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Kt. Thurgau Konkurskreis Bischofzell (1503)

Schuldner: Vogt Werner, Kleiderhaus, Alleestrasse, Amriswil.

Datum der Stundungsbewilligung durch das Bezirksgericht Bischofzell: 4. Juli 1955.

Dauer der Nachlassstundung: 4 Monate, d. h. bis 4. November 1955.

Sachwalter: Albert Schoop, Friedensrichter, Amriswil.

Eingabefrist: bis zum 31. August 1955. Sämtliche Gläubiger des Nachlassschuldners werden hiemit aufgefordert, ihre Forderungen mit den nötigen Belegen versehen dem Sachwalter schriftlich einzureichen.

Gläubigerversammlung: Donnerstag, den 20. Oktober 1955, nachmittags 3.15 Uhr, im Hotel «Bahnhof», Amriswil.

Aktenaufgabe: während 10 Tagen vor der Gläubigerversammlung auf dem Bureau des Sachwalters.

Omologazione del concordato

(L. E. F. 306, 308, 317)

Ct. Ticino Pretura di Locarno-Città, Locarno (1504)

La pretura di Locarno-Città comunica che, con decisione 8 luglio 1955, cresciuta in giudicato il 30 luglio 1955, ha omologato il concordato proposto dal debitore Mordasini Annito, fu Clemente, domiciliato a Crana, titolare della ditta individuale sartoria «Realtex», in Muralto, sulla base del pagamento di una percentuale concordataria del 10% (dieci per cento) ai creditori di quinta classe, il versamento da effettuarsi entro dieci giorni dal 30 luglio 1955, sotto la vigilanza del commissario signor lic. iur. Gianfranco Cotti, in Locarno.

Locarno, 2 agosto 1955.

Per la pretura:

Ettore Pedrotta, segretario-assessore.

Handelsregister - Registre du commerce - Registro di commercio

Zürich — Zurich — Zurigo

30. Juli 1955.

Aktiengesellschaft für Finanz- und Handelstransaktionen, in Zürich 2 (SHAB. Nr. 173 vom 27. Juli 1951, Seite 1882). Die Generalversammlung vom 20. Juli 1955 hat die Statuten abgeändert. Durch Ausgabe von 2000 neuen Inhaberaktien zu Fr. 100 ist das Grundkapital auf Fr. 500 000, zerfallend in 5000 Inhaberaktien zu Fr. 100, erhöht worden. Der Erhöhungsbetrag ist durch Verrechnung liberiert worden. Das Grundkapital ist voll liberiert. Dr. Walter Baechler ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden. Seine Unterschrift ist erloschen. Neu ist als einziges Mitglied des Verwaltungsrates mit Einzelunterschrift gewählt worden Dr. Eugen Rubinstein, von Winterthur, in Zürich.

30. Juli 1955.

Verband nordostschweiz. Käserei- und Milchgenossenschaften, Zweigniederlassung in Zürich 4 (SHAB. Nr. 122 vom 27. Mai 1955, Seite 1389), Genossenschaft, mit Hauptsitz in Winterthur. Kollektivunterschrift mit je einem der übrigen Zeichnungsberechtigten führt Julius Pfister, von Tuggen, in Uznach, 2. Vizepräsident des Vorstandes.

30. Juli 1955.

Weichkäseerei Uster des Verbandes nordostschweiz. Käserei- und Milchgenossenschaften, in Uster (SHAB. Nr. 122 vom 27. Mai 1955, Seite 1389), Zweigniederlassung der Genossenschaft «Verband nordostschweiz. Käserei- und Milchgenossenschaften», in Winterthur. Kollektivunterschrift mit je einem der übrigen Zeichnungsberechtigten führt Julius Pfister, von Tuggen, in Uznach, 2. Vizepräsident des Vorstandes.

30. Juli 1955.

Milchverarbeitungsstelle Uster des Verbandes nordostschweiz. Käserei- und Milchgenossenschaften, in Uster (SHAB. Nr. 122 vom 27. Mai 1955, Seite 1389), Zweigniederlassung der Genossenschaft «Verband nordostschweiz. Käserei- und Milchgenossenschaften», in Winterthur. Kollektivunterschrift mit je einem der übrigen Zeichnungsberechtigten führt Julius Pfister, von Tuggen, in Uznach, 2. Vizepräsident des Vorstandes.

Bern — Berne — Berna

Bureau Bern

30. Juli 1955. Spezereien, Tuch.

Josef Theiler, in Sinneringen, Gemeinde Vechigen, Spezerei- und Tuchhandlung (SHAB. Nr. 209 vom 7. September 1935, Seite 2250). Die Firma wird infolge Aufgabe des Geschäftes gelöst.

30. Juli 1955. Kolonialwaren, Mercerie, Stoff.

F. Wyss, in Sinneringen, Gemeinde Vechigen. Inhaber der Firma ist Fritz Wyss, von Landiswil, in Sinneringen, Gemeinde Vechigen. Kolonialwaren-, Mercerie- und Stoffhandlung.

30. Juli 1955. Restaurant.

W. Anderegg, in Bern-Bümpliz. Inhaber der Firma ist Willi Anderegg-Hug, von Wangen a. d. A., in Bern-Bümpliz. Betrieb des Restaurants «Bethlehem». Bümplizstrasse 12.

1. August 1955.

Zylinderschleifwerk Bern A.G., in Bern (SHAB. Nr. 17 vom 23. Januar 1953, Seite 171). Der bisherige Präsident Dr. iur. Paul Graber ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Zum neuen Präsidenten wurde das bisherige Mitglied des Verwaltungsrates Alfred Hofer gewählt; er führt wie bisher Kollektivunterschrift. Als neues Mitglied des Verwaltungsrates wurde der bisherige Geschäftsführer Walter Burkhalter gewählt, der als Verwaltungsrat und Geschäftsführer wie bisher einzeln zeichnet.

1. August 1955.

Bernische Kraftwerke A.G. Beteiligungs-Gesellschaft (Forces Motrices Bernoises S.A. Société de Participations), in Bern (SHAB. Nr. 200 vom 27. August 1952, Seite 2143). Die Prokura von Hans Baumgartner ist erloschen. Kollektivprokura wurde erteilt an Walter Wirz, von Zetzwil (Aargau), in Bern. Er zeichnet kollektiv zu zweien mit einem der übrigen Berechtigten.

1. August 1955. Bauunternehmung.

A. Bovisi & Sohn, in Mittelhäusern, Gemeinde Köniz, Bauunternehmung, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 49 vom 1. März 1943, Seite 469). Der Gesellschafter Alfred Bovisi-Arm ist am 1. Januar 1955 ausgeschieden. Battista Bovisi, von Köniz, in Mittelhäusern, Gemeinde Köniz, ist am 1. Januar 1955 als neuer Gesellschafter eingetreten. Die Firma wird geändert in Gebr. Bovisi. Gesellschafter sind nun Alfred Bovisi-Hostettler (bisher) und Battista Bovisi, vorgeannt.

Bureau Biel

29. Juli 1955. Baugeschäft.

W. Rünzi & Co., in Biel, Betrieb eines Baugeschäftes, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 146 vom 26. Juni 1946, Seite 1923). Der Gesellschafter Adolf Rünzi ist am 1. Januar 1955 ausgeschieden. Gaston Rünzi, von Bözingen, in Biel, ist am 1. Januar 1955 als Gesellschafter eingetreten.

29. Juli 1955. Uhrensteine usw.

Pierrit S.A., in Biel, Fabrikation von und Handel mit Uhrensteinen jeglicher Art und andern einschlägigen Erzeugnissen (SHAB. Nr. 278 vom 27. November 1951, Seite 2942). Walter Leuenberger ist aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Die Unterschrift von Kuno Knutti ist erloschen. Einziges Mitglied des Verwaltungsrates mit Einzelunterschrift ist Dr. Rudolf Krill (bisher Präsident). Seine bisherige Kollektivunterschrift fällt infolgedessen dahin.

Bureau Burgdorf

26. Juli 1955. Papeterie, Rauchwaren usw.

Frau B. Inäbbit, in Hasle bei Burgdorf. Inhaberin ist Bertha Inäbbit, geb. Herrmann, von Grindelwald, in Hasle bei Burgdorf, geschieden von Emil Inäbbit. Papeterie, Buchhandlung, Kiosk für Rauchwaren.

Bureau de Delémont

13 juillet 1955. Primeurs.

Paul Probst, à Delémont, primeurs (FOSC. du 29 juin 1934, N° 149, page 1795). La raison est radiée par suite de remise du commerce.

13 juillet 1955. Epicerie.

Céline Probst, à Delémont. Le chef de la maison est Céline Probst, de Lützelflüh, à Delémont. Epicerie. Rue Maltière 1.

Bureau Laufen

6. Juli 1955.

Richterich & Cie, Konfiseriefabrik, in Laufen (SHAB. Nr. 170 vom 25. Juli 1942, Seite 1715). Hans Peter Richterich, von und in Laufen, ist als weiterer Kommanditär in die Gesellschaft eingetreten. Seine Kommandite beträgt Fr. 2000.

Bureau Nidau

28. Juli 1955. Ingenieurbureau, Tiefbau.

Th. Moser und Sohn, in Nidau, Ingenieurbureau und Tiefbauunternehmung, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 19 vom 24. Januar 1951, Seite 199). Am 13. Februar 1955 ist Theodor Moser infolge Todes aus der Gesellschaft ausgeschieden. Mit Wirkung ab 1. März 1955 hat sich die Gesellschaft in eine Kommanditgesellschaft umgewandelt. Der bisherige Kollektivgesellschaftlicher Rudolf Moser-Hofmann, von Biglen, in Nidau, ist unbeschränkt haftender Gesellschafter. Kommanditäre je mit einer Kommandite von Franken 40 000 sind: Greti Benguerel-Moser, von La Chaux-de-Fonds und Fontainemelon, in Nidau; Dora Studer-Moser, von Gondiswil, in Wabern, Gemeinde Köniz; Paul Moser, von Biglen, in New York, und Nelly Meyer-Moser, von Lenzburg und Schinznach-Dorf, in Lenzburg. Die Kommanditeinlagen sind voll liberiert, und zwar durch die Verrechnung der dem Erblasser Theodor Moser an der bisherigen Kollektivgesellschaft zustehenden Kapitalforderung von Fr. 92 486.91 um den Teilbetrag von Fr. 52 000, sowie durch Uebertragung des Eigentums des vom nämlichen Erblasser, Theodor Moser, der bisherigen Kollektivgesellschaft vermieteten Werkinventars, bestehend in Fahrzeugen, Maschinen, Werkzeugen und Gerätschaften für das Tiefbauunternehmen, laut Verzeichnis vom 1. März 1955, im anrechenbaren Wert von Fr. 108 000 als Sacheinlage. Die Firma lautet nun Rud. Moser & Cie. Ingenieurbureau und Tiefbauunternehmung. Zihlstrasse 78.

Bureau Wangen a. d. A.

29. Juli 1955.

Käsereigenossenschaft von Niederönz, in Niederönz (SHAB. Nr. 202 vom 30. August 1951, Seite 2182). Die Unterschrift von Fritz Bieri ist erloschen. Als neuer Präsident wurde gewählt: Ernst Ryser, von und in Niederönz. Präsident, Vizepräsident und Sekretär zeichnen kollektiv zu zweien.

Luzern — Lucerne — Lucerna

29. Juli 1955.

Aktiengesellschaft der von Moos'schen Eisenwerke in Luzern (Société anonyme des forges et usines de Moos à Lucerne) (Società anonima delle ferriere de Moos a Lucerna), in Luzern (SHAB. Nr. 298 vom 21. Dezember 1954, Seite 3258). Als neues Mitglied ohne Unterschrift wurde in den Verwaltungsrat gewählt: Theo Balthasar, von und in Luzern.

29. Juli 1955. Textilwaren.

F. Brechbühl, FILCO, in Ettiswil. Inhaber dieser Firma ist Fritz Brechbühl, von Walkringen (Bern), in Ettiswil. Fabrikation von und Handel mit FILCO-Textilwaren.

29. Juli 1955. Aggregate, Maschinen usw.

Frigotherm A.G. (Frigotherm S.A.) (Frigotherm Ltd.), in Emmenbrücke, Gemeinde Littau, Aggregate, Maschinen usw. (SHAB. Nr. 151 vom 1. Juli 1955, Seite 1726). Der Präsident des Verwaltungsrates Hans Born wohnt nun in Emmenbrücke, Gemeinde Emmen.

29. Juli 1955.

Landwirtschaftliche Genossenschaft Meggen, in Meggen (SHAB. Nr. 298 vom 19. Dezember 1952, Seite 3094). Robert Scherer ist als Präsident zurückgetreten und seine Unterschrift erloschen. Neuer Präsident ist der bisherige Vizepräsident Hermann Scherer und neuer Vizepräsident ist Alois Haas, von und in Meggen. Der Präsident und der Vizepräsident zeichnen mit dem Aktuar zu zweien.

29. Juli 1955. Velos, Motorräder.

Wermelinger & Söhne, in Horw, Handel mit Velos, Motorvelos und Motorrädern, sowie Reparaturwerkstätte (SHAB. Nr. 2 vom 4. Januar 1955, Seite 16). Diese Kollektivgesellschaft hat sich mit Wirkung ab 1. Januar 1955 in eine Kommanditgesellschaft umgewandelt. Walter Wermelinger (Vater) ist einziger unbeschränkt haftender; Kommanditäre mit je Fr. 1000 sind die beiden übrigen Gesellschafter Walter Wermelinger (Sohn) und Hermann Wermelinger. Die Firma wird geändert in: Wermelinger & Cie.

Obwalden — Unterwald-le-haut — Unterwalden alto

30. Juli 1955. Hotel, Transporte.

Gottlieb Jöri, z. Sternen, in Alpnachstad, Gemeinde Alpnach, Hotel- und Restaurationsbetrieb (SHAB. Nr. 23 vom 29. Januar 1952, Seite 271). Die Firma fügt ihrer Geschäftsnatur bei den Autotransport mit Waren aller Art.

Freiburg — Fribourg — Friborgo

Bureau d'Estavayer-le-Lac

30 juillet 1955. Textiles.

Gaberthüel Camille, à Cugy. Le chef de la maison est Madame Camille Gaberthüel, née Volery, épouse autorisée de Kurt Gaberthüel, de Oftringen (Argovie), à Cugy. Vente de textiles.

Bureau de Fribourg

28 juillet 1955. Immeubles.

S.I. Cité des Alpes D. S.A., à Fribourg. Suivant acte authentique et statuts du 28 juillet 1955, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but l'achat, la vente ou la construction d'immeubles en Suisse, leur exploitation et leur gérance. Elle acquerra notamment la propriété de l'immeuble désigné sous l'article 4729 du registre foncier de Fribourg, d'une superficie de 3097 m², pour le prix de 77 425 fr. La société pourra s'occuper de toutes opérations commerciales, financières, industrielles ou immobilières en relation avec son objet. Le capital social est fixé à 50 000 fr., divisé en 10 actions au porteur de 5000 fr. chacune, entièrement libérées en espèces. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration composé de un ou de plusieurs membres. César Tacchini, fils d'Alfred, de et à Fribourg, est administrateur unique avec signature individuelle. Adresse: boulevard de Pérolles 30.

28 juillet 1955.

S.I. Cité des Alpes E.S.A., à Fribourg. Suivant acte authentique et statuts du 28 juillet 1955, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but, l'achat, la vente ou la construction d'immeuble en Suisse, leur exploitation et leur gérance. Elle acquerra notamment la propriété de l'immeuble désigné sous l'article 4730 du registre foncier de Fribourg, d'une superficie de 2239 m², pour le prix de 55 975 fr. La société pourra s'occuper de toutes opérations commerciales, financières, industrielles ou immobilières en relation avec son objet. Le capital social est fixé à 50 000 fr., divisé en 10 actions au porteur de 5000 fr. chacune, entièrement libérées en espèces. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration composé de un ou de plusieurs membres. César Tacchini, fils d'Alfred, de et à Fribourg, est administrateur unique avec signature individuelle. Adresse: Boulevard de Pérolles 30.

30 juillet 1955.

Société anonyme pour l'industrie verrière (Aktiengesellschaft für Glasindustrie), à Fribourg (FOSC. du 9 mars 1953, N° 55, page 554). Oskar Dukes, décédé, a cessé d'être administrateur-délégué. Sa signature est radiée. La signature collective à deux est accordée à Philippe DuPasquier, administrateur (inscrit), de Fleurier et Neuchâtel, à Lausanne. Willy Marmy, de Forel et Autavaux, à Fribourg, est nommé fondé de procuration avec signature collective. La société est engagée par la signature collective à deux du président, du vice-président, de l'administrateur Philippe DuPasquier et du fondé de procuration.

Bureau de Morat (district du Lac)

30 juillet 1955. Articles de ménage.

Melle. E. Guilloid, à Morat. Le chef de la maison est Eveline-Suzanne Guilloid, fille d'Ami, du Bas-Vully, à Morat. Représentation d'articles de ménage. Villa Marguerite.

Basel-Stadt — Bâle-Ville — Basilea-Città

28. Juli 1955.

Berg- und Hüttenprodukte Aktiengesellschaft (Produits Miniers et Métallurgiques Société Anonyme) (Mining & Metallurgical Products Limited), in Basel (SHAB. Nr. 115 vom 18. Mai 1955, Seite 1313). Die Firma lautet in englischer Sprache richtig: Mining and Metallurgical Products Limited.

28. Juli 1955. Sanitäre Anlagen.

Baldwin Weisser A.G., in Basel, sanitäre Anlagen usw. (SHAB. Nr. 304 vom 29. Dezember 1954, Seite 3342). Prokura wurde erteilt an Josef Beer, von Wittenbach (St. Gallen), in Basel. Er zeichnet zu zweien.

28. Juli 1955. Café-Tea-room.

F. Burla, in Basel, Café-Tea-room (SHAB. Nr. 135 vom 15. Juni 1953, Seite 1453). Die Einzelfirma ist infolge Aufgabe des Geschäfts erloschen.

28. Juli 1955. Waren aller Art.

Fadyco Handelsaktiengesellschaft, in Basel (SHAB. Nr. 196 vom 25. August 1953, Seite 2047). Aus dem Verwaltungsrat ist der Präsident Adolphe Brack ausgeschieden. Seine Unterschrift ist erloschen.

28. Juli 1955.

Theurillat Treuhand A.G., in Basel (SHAB. Nr. 179 vom 4. August 1954, Seite 2011). In der Generalversammlung vom 14. Juli 1955 wurden die Statuten geändert. Die publizierten Tatsachen werden dadurch nicht berührt.

28. Juli 1955.

Theurillat Bau A.G., in Basel (SHAB. Nr. 179 vom 4. August 1954, Seite 2011). In der Generalversammlung vom 14. Juli 1955 wurden die Statuten geändert. Zweck der Gesellschaft ist nun: Ausführung von Hoch- und Tiefbauarbeiten jeglicher Art, insbesondere Erwerb, Ueberbauung, Verwaltung und Verwertung von Liegenschaften sowie Ausführung von öffentlichen Arbeiten, Bau und Unterhalt von Strassen, Wasser-, Tunnel- und Brückenbauten und Handel mit Baumaterialien. Die Gesellschaft kann sich an Unternehmen beteiligen, die mit dem Hauptzweck im Zusammenhang stehen oder diesem förderlich sind.

29. Juli 1955.

ALGEBBA Altstoffsammlergenossenschaft Basel, in Basel (SHAB. Nr. 207 vom 6. September 1954, Seite 2275). Die Unterschrift von Robert Rüegg ist erloschen. Max Kolter ist nicht mehr Präsident. Neu wurden in die Verwaltung gewählt: Erhard Haari, von Lenk, als Präsident; Werner Winter, von Basel, beide in Basel, und Hans Venzin, von Medels i. O., in Reinach (Basel-Landschaft). Sie zeichnen zu zweien.

29. Juli 1955.

Buchdruckerei Zimmermann G.m.b.H., in Basel (SHAB. Nr. 198 vom 27. August 1953, Seite 2062). Die Firma hat sich durch Beschluss der Gesellschafterversammlung vom 20. Mai 1955 aufgelöst und ist nach beendigter Liquidation erloschen.

29. Juli 1955.

Handels-Treuhand A.G., in Basel. Unter dieser Firma besteht auf Grund der Statuten vom 27. Juli 1955 eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt: Uebernahme von Treuhandfunktionen, insbesondere Durchführung von Buchhaltungs- und Steuerangelegenheiten und Abwicklung aller damit zusammenhängenden Geschäfte, sowie Erwerb, Verwaltung und Veräusserung von Vermögenswerten jeder Art. Das Grundkapital beträgt Fr. 100 000, eingeteilt in 100 voll einbezahlte Namenaktien zu Fr. 1000. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Dem Verwaltungsrat aus 1 bis 7 Mitgliedern gehören an: Dr. H. Robert Haab, von Wädenswil, in Basel, als Präsident, sowie Kurt Unold, und Dr. Rudolf Rieder, beide von und in Basel. Sie zeichnen zu zweien. Domizil: Bachlettenstrasse 19.

29. Juli 1955. Verwaltung von Geldern usw.

Zakoba A.G. (Zakoba S.A.), in Basel. Unter dieser Firma besteht auf Grund der Statuten vom 27. Juli 1955 eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt: Entgegennahme und Verwaltung von Geldern, die zur Bestreitung künftiger Auslagen (z. B. Zahnarztrechnungen) bestimmt sind, die Anlage und Verwaltung von sonstigen Vermögenswerten, sowie Inkasso- und ähnliche Geschäfte. Das Grundkapital beträgt Fr. 50 000, eingeteilt in 50 Namenaktien zu Fr. 1000. Hierauf sind Fr. 20 000 einbezahlt. Die Publikationen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Dem Verwaltungsrat aus 1 bis 3 Mitgliedern gehören an: Dr. Werner Blumer, als Präsident, und Marcel Plösser, beide von und in Basel. Sie führen Einzelunterschrift. Domizil: Gerbergasse 5.

29. Juli 1955. Waren aller Art, Liegenschaften.

Roniba A.G., in Basel. Unter dieser Firma besteht auf Grund der Statuten vom 28. Juni 1955 eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt: Handel mit Waren

aller Art sowie Handel mit und Verwaltung von Liegenschaften. Das Grundkapital beträgt Fr. 68 000, eingeteilt in 68 voll liberierte Inhaberaktien zu Fr. 1000. Gemäss Sacheinlagevertrag vom 28. Juni 1955 bringen 2 Aktionäre die Liegenschaft Markgräferstrasse 45, in Basel, zum Nettowert von Franken 58 000 in die Gesellschaft ein und erhalten dafür 58 voll liberierte Aktien der Gesellschaft. Ferner bringt ein Aktionär gemäss Sacheinlagevertrag vom 28. Juni 1955 das Inventar einer Autoreparaturwerkstätte und Mobilien im Werte von Fr. 10 000 ein und erhält dafür 10 voll liberierte Aktien der Gesellschaft. Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Dem Verwaltungsrat aus 1 bis 3 Mitgliedern gehört an: Charles Rogivue, von Essertes, in Basel. Er führt Einzelunterschrift. Domizil: Markgräferstrasse 45.

29. Juli 1955.

Schweizerische Treuhandgesellschaft (Société Anonyme Fiduciaire Suisse) (Società Anonima Fiduciaria Svizzera) (Swiss Trust Company), in Basel, Aktiengesellschaft (SHAB. Nr. 304 vom 29. Dezember 1954, Seite 3342). Die Prokura des René Savoy ist erloschen. Der Vizedirektor Alfred Lucain wohnt nun in Genf.

29. Juli 1955. Staubsauger.

Witra G.m.b.H., in Basel, Fabrikation von Staubsaugern usw. (SHAB. Nr. 294 vom 17. Dezember 1953, Seite 294). Neues Domizil: Schneidergasse 1.

Schaffhausen — Schaffhouse — Sciaffusa

25. Juli 1955.

Glasmanufaktur A.-G. Schaffhausen (Manufacture de verre S.A. Schaffhouse) (Glass-Factory Ltd. Schaffhouse [Switzerland]) (Manifattura di vetro S.A. Sciaffusa), in Schaffhausen (SHAB. Nr. 134 vom 12. Juni 1951, Seite 1420). In der Generalversammlung vom 18. Juli 1955 wurde das Aktienkapital von bisher Fr. 700 000 auf Fr. 1 000 000 erhöht durch Ausgabe von 600 neuen Namenaktien zu Fr. 500. Die Statuten wurden entsprechend revidiert. Das Grundkapital beträgt nun Fr. 1 000 000, eingeteilt in 2000 voll einbezahlte Namenaktien zu Fr. 500.

St. Gallen — St-Gall — San Gallo

28. Juli 1955.

Käsereigenossenschaft Hohenfirst-Waldkirch, in Waldkirch (SHAB. Nr. 76 vom 31. März 1950, Seite 863). Die Generalversammlung vom 19. Januar 1955 hat eine Teilrevision der Statuten beschlossen, wonach der Vorstand inskünftig aus drei Mitgliedern besteht. Die Unterschrift von Anton Zwicker ist erloschen. Neu wurde in den Vorstand als Aktuar und Vizepräsident gewählt: Isidor Schilliger, von Weggis, in Hohenfirst-Waldkirch. Der bisherige Aktuar und Vizepräsident Alfons Gebert wurde zum Präsidenten ernannt. Präsident, Vizepräsident und Aktuar zeichnen zu zweien.

28. Juli 1955. Textilien.

Tatex A.G., in St. Gallen, Fabrikation von und Handel mit Textilien aller Art usw. (SHAB. Nr. 92 vom 22. April 1954, Seite 1027). Neues Geschäftsdomizil: Geltenwilenstrasse 17.

29. Juli 1955. Textilien.

Eugster & Huber, in St. Gallen, Fabrikation von und Handel mit Textilwaren (SHAB. 303 vom 29. Dezember 1941, Seite 2650). Diese Kollektivgesellschaft hat sich aufgelöst. Aktiven und Passiver werden durch die neue Firma «Eugster & Huber AG», in St. Gallen, übernommen. Die Gesellschaft wird nach beendigter Liquidation gelöscht.

29. Juli 1955. Textilien.

Eugster & Huber AG, in St. Gallen. Gemäss öffentlicher Urkunde und Statuten vom 28. Juli 1955 besteht unter dieser Firma eine Aktiengesellschaft. Sie bezweckt die Fabrikation von und den Handel mit Textilien aller Art. Die Gesellschaft kann alle Geschäfte tätigen, die mit diesem Zweck in Zusammenhang stehen und sich an andern Unternehmungen der gleichen oder einer ähnlichen Branche beteiligen. Sie kann insbesondere auch Liegenschaften erwerben, belasten und veräussern. Das voll liberierte Grundkapital beträgt Fr. 500 000, eingeteilt in 500 Namenaktien zu Fr. 1000. Die Gesellschaft übernimmt gemäss Sacheinlagen- und Uebernahmevertrag vom 28. Juli 1955 von der bisherigen Kollektivgesellschaft «Eugster & Huber», in St. Gallen, Aktiven und Passiven gemäss Uebernahmebilanz per 31. Dezember 1954, wonach die Aktiven Fr. 1 356 345.02 und die Passiven Fr. 311 783.35 betragen, so dass sich ein Aktivenüberschuss von Fr. 1 044 561.67 ergibt. Für den Uebernahmepreis von Fr. 1 044,561.67 erhalten die Sacheinleger 498 voll liberierte Aktien zu Fr. 1000 und Gutschrift auf Konto-Korrent von Fr. 546 561.67. Die Rechte und Pflichten der Gesellschaft werden rückwirkend auf 1. Januar 1955 übernommen. Einladungen und Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief oder telegraphisch, die Bekanntmachungen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Dem Verwaltungsrat besteht aus 1 bis 3 Mitgliedern. Ihm gehören an: Otto Eugster, von Speicher (Appenzel A.-Rh.), als Präsident, und Gustav Huber, von Wetzikon (Thurgau), beide in St. Gallen. Sie führen Einzelunterschrift. Geschäftsdomizil: Teufenerstrasse 1.

Graubünden — Grisons — Grigioni

25 luglio 1955. Immobili.

Roncaglio S.A., in Mesocco. Sotto questa ragione sociale si è costituita una società anonima. Gli statuti portano la data del 18 luglio 1955. La società ha per scopo operazioni immobiliari, specie la compra, la vendita, l'affitto, la costruzione, l'adattamento, l'installazione e lo sfruttamento di qualsiasi immobile, ogni operazione di credito, di prestito o di mutuo ed ogni assunzione di partecipazione e in genere operazioni commerciali, mobiliari, immobiliari e finanziarie di qualsiasi natura effettuate nella Svizzera e all'estero. Nessuna attività potrà essere svolta nel Cantone dei Grigioni. Il capitale sociale è di 50 000 fr., diviso in 50 azioni al portatore da 1000 fr. ciascuna, interamente liberate. Le pubblicazioni sociali sono fatte sul Foglio ufficiale svizzero di commercio. La società è rappresentata da un consiglio di amministrazione composto da uno a cinque membri, attualmente da un solo nella persona di Hilde Probst di Adolfo, da Riedholz-Bellach (Soletta), in Lugano, che ha la firma individuale. Recapito: presso Rinaldo Ciocco.

25 luglio 1955. Operazioni immobiliari.

Lucinia S.A., in Mesocco. Sotto questa ragione sociale si è costituita una società anonima. Gli statuti portano la data del 18 luglio 1955. La società ha per scopo operazioni immobiliari, specie la compra, la vendita, l'affitto, la costruzione, l'adattamento, l'installazione e lo sfruttamento di qualsiasi

immobile, ogni operazione di credito, di prestito o di mutuo ed ogni assunzione di partecipazione e in genere operazioni commerciali, mobiliari, immobiliari e finanziarie di qualsiasi natura effettuate nella Svizzera e all'estero. Nessuna attività potrà essere svolta nel Cantone dei Grigioni. Il capitale sociale è di 50 000 fr., diviso in 50 azioni al portatore da 1000 fr. cadauna, interamente liberate. Le pubblicazioni sociali sono fatte sul Foglio ufficiale svizzero di commercio. La società è rappresentata da un consiglio di amministrazione composto da uno a cinque membri, attualmente da un solo nella persona di Hilde Probst di Adolfo, da Riedholz-Bellach (Soletta), in Lugano, che ha la firma individuale. Recapito: presso Rinaldo Ciocco.

30 luglio 1955. Operazioni immobiliari.

Agresta S.A., in **M e s c c o**. Sotto questa ragione sociale si è costituita una società anonima. Gli statuti portano la data del 22 luglio 1955. La società ha per scopo operazioni immobiliari, specie la compra, la vendita, l'affitto, la costruzione, l'adattamento, l'installazione e lo sfruttamento di qualsiasi immobile, ogni operazione di credito, di prestito o di mutuo ed ogni assunzione di partecipazione e in genere operazioni commerciali, mobiliari, immobiliari e finanziarie di qualsiasi natura effettuate nella Svizzera e all'estero. Nessuna attività potrà essere svolta nel cantone dei Grigioni. Il capitale sociale è di 50 000 fr., diviso in 50 azioni al portatore da 1000 fr. cadauna, interamente liberate. Le pubblicazioni sociali sono fatte sul Foglio ufficiale svizzero di commercio. La società è rappresentata da un consiglio di amministrazione composto da uno a cinque membri, attualmente da un solo amministratore nella persona di Hilde Probst di Adolfo, da Riedholz-Bellach (Soletta), in Lugano, che ha la firma individuale. Recapito: presso Rinaldo Ciocco.

Thurgau — Thurgovie — Turgovia

29. Juli 1955.

Rolladenfabrik A. Griesser A.G. (Manufacture de volets et stores roulants A. Griesser S.A.), in **A a d o r f** (SHAB. Nr. 28 vom 3. Februar 1955, Seite 327). Die Gesellschaft hat in der Generalversammlung vom 18. Juli 1955 die Statuten revidiert. Die publizierten Bestimmungen bleiben unverändert. Der Vizepräsident Karl Bachmann-Böhme ist aus dem Verwaltungsrat ausgetreten. Das Verwaltungsratsmitglied Eduard Bachmann wurde zum Vizepräsidenten ernannt, und als Verwaltungsratsmitglieder wurden Jean Jacques Bolli-Griesser, von Neuenburg und Beringen, in La Chaux-de-Fonds, und Walter Bachmann-Bollinger, von Altikon (Zürich), in Lausanne, neu gewählt. Sie sind nicht zeichnungsberechtigt. Der bisherige Vizedirektor Fritz Werdmüller wurde zum Direktor ernannt und der bisherige Prokurist Louis Neri zum Vizedirektor. Letzterer führt nicht mehr Einzelprokura, sondern Einzelunterschrift. Einzelprokura wurde Hermann Rutishauser, von Ober-Someri, in Aadorf, erteilt.

29. Juli 1955. Molkerei.

J. Müller-Gerster, in **K r e u z l i n g e n**, Molkerei (SHAB. Nr. 290 vom 11. Dezember 1947, Seite 3659). Die Firma lautet Jos. Müller. Bahnhofstrasse 29.

29. Juli 1955. Spezereien.

Ed. Fauser-Keller, in **S t e c k b o r n**, Spezereihandlung (SHAB. Nr. 85 vom 13. April 1950, Seite 953). Die Firma ist infolge Geschäftsaufgabe erloschen.

29. Juli 1955. Kolonialwaren usw.

E. Lauchenauer, in **G e r l i k o n**, Kolonial- und Gemischtwarengeschäft (SHAB. Nr. 149 vom 29. Juni 1948, Seite 1828). Die Firma ist infolge Verkaufs des Geschäftes erloschen.

Tessin — Tessin — Ticino

Ufficio di Bellinzona

26 luglio 1955.

Fürsorgekasse Schweizerischer Banken und Sparkassen (Caisse de Prévoyance de Banques et Caisses d'Epargne suisses) (Cassa di Previdenza fra Banche e Casse di Risparmio svizzere), in **B e l l i n z o n a**, società cooperativa (FUSC. del 13 settembre 1954, N° 213, pagina 2340). La firma di Alessandro Hirsbrunner è radiata. Nuovo presidente è stato nominato Martin Jaeger, da Peist (Grigioni), in Coira, il quale firmerà collettivamente con il vice-presidente oppure con uno dei due segretari.

29 luglio 1955.

Materiale Costruzione S.A. MACOSA, in **S e m e n t i n a**. In base al contratto notarile di costituzione ed allo statuto del 27 giugno 1955 è stata costituita, sotto questa ragione sociale, una società anonima avente per scopo la produzione ed il commercio di materiali da costruzioni d'ogni tipo e categoria ed ogni attività connessa, l'assunzione di rappresentanze e vendita di ogni articolo o macchina che si riallacciano a questo commercio. Il capitale sociale è interamente liberato di 50 000 fr., diviso in 50 azioni da 1000 fr. cadauna, al portatore. È stato fatto apporto alla società camion, merci ed attrezzi per un importo complessivo di 50 000 fr., conformemente all'inventario 15 giugno 1955. Gli apporti sono stati accettati per 50 000 fr., dietro consegna agli apportatori di 50 azioni da 1000 fr., cadauna al portatore interamente liberate e più specificatamente: una a Franco Gianoni, una a Arno Cereda e 48 a Giulio Colombini. Le comunicazioni della società agli azionisti si faranno a mezzo lettera raccomandata in quanto conosciuto il domicilio. Le pubblicazioni si faranno sul Foglio ufficiale svizzero di commercio. La società è amministrata da un consiglio di amministrazione composto da uno a tre membri, attualmente da due, che sono: D^r Franco Gianoni, da ed in Gnosca, presidente, e Arno Cereda, da ed in Sementina, segretario. La società è vincolata dalla firma collettiva a due del presidente con il segretario. Ufficio: casa Cereda eredi fu Innocente.

Ufficio di Lugano

28 luglio 1955.

Findime Finanziamento Distribuzione Medicinali S.A. Holding, in **L u g a n o**. Con atto notarile e statuti del 25 luglio 1955 è stata costituita, sotto questa ragione sociale, una società anonima avente per scopo il finanziamento di aziende svizzere ed estere, che trattano la distribuzione, il commercio, l'importazione, l'esportazione e la rappresentanza di prodotti medicinali e farmaceutici, ai sensi di una società holding. Il capitale sociale è di 50 000 fr., suddiviso in 50 azioni al portatore da 1000 fr. cadauna, interamente liberate. Le pubblicazioni vengono fatte sul Foglio ufficiale svizzero di commercio e su quello Cantonale. Tuttavia, quando l'indirizzo di tutti gli azionisti è noto, la loro convocazione può, anche, essere fatta per lettera raccomandata. La società è amministrata da un consiglio d'amministrazione composto da 1 a 5 membri, attualmente da 1 solo che è Lilliana Ottaviani, nata Poretti, da ed in Lugano, con firma individuale. Recapito: c/o Studio commerciale D^r Luigi Ottaviani, via al Forte 3.

29 luglio 1955.

Società Anonima Tannini Ticinesi, a **M e l a n o**, fabbricazione e vendita estratti tannici, ecc., società anonima (FUSC. del 27 febbraio 1951, N° 48, pagina 504). L'ing. Ettore Brenni, defunto non è più presidente del consiglio d'amministrazione e la sua firma è estinta. Nuovo presidente e membro del consiglio d'amministrazione è dott. Gian Carlo Brenni, fu Ettore, da Salorino, in Lugano, nominato direttore generale con firma individuale e che cessa di firmare quale procuratore. Americo Bernasconi e Domenico Cavadini, già membri del consiglio d'amministrazione, sono stati nominati rispettivamente direttore amministrativo e direttore della produzione, il primo con firma individuale, il secondo con firma collettiva a due con altro avente diritto e i cui poteri di rappresentanza sono stati modificati in questo senso.

29 luglio 1955. Beni immobili.

La Cappuccina S.A., in **L u g a n o**, compera-vendita beni immobili, ecc., società anonima (FUSC. del 21 gennaio 1954, N° 16, pagina 181). Dott. Marco Antonini, decesso, già presidente del consiglio d'amministrazione non fa più parte dello stesso e la sua firma è estinta. In sua sostituzione è stato nominato presidente del consiglio d'amministrazione dott. Bruno Censi, di Luigi, da Lamone, in Lugano con firma individuale.

30 luglio 1955. Mercì di generi diversi.

Maria Trojano, a **V i g a n e l l o**. Titolare è Maria Trojano, nata Giorgi, di nazionalità italiana, in Milano, debitamente autorizzata dal marito. Procuratore con firma individuale è Egon Becker di Kurt, da Zurigo, in Vignanello. Importazione, esportazione e commercio di generi vari. Via della Santa 19.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau d'Aigle

29 juillet 1955.

Société Immobilière et Financière «IMMOFI» S.A., a **V i l l a r s** sur Ollon (FOSC. du 28 septembre 1954, page 2483). Paul Genet, de Bex, à Aigle, a été nommé administrateur en remplacement de Louis Chabloz, démissionnaire, dont les pouvoirs sont radiés. Il a la signature individuelle.

Bureau de Cully

28 juillet 1955. Restaurant.

Mme Violette Jelmini, à **R i e x**, exploitation du café de Riex (FOSC. du 13 novembre 1951, N° 266). La titulaire est épouse de Marcel-Victor Magnenat, de Vaultion, à Riex, dont elle est séparée de biens et dûment autorisée. La raison est modifiée en celle de **Mme Magnenat-Champod**.

Bureau de Lausanne

14 juillet 1955. Confection.

Mareco, à **P r i l l y**. Sous cette raison sociale, il a été constitué une société coopérative ayant pour but de favoriser les intérêts économiques de ses membres en leur permettant de se procurer aux meilleures conditions tous articles de la branche confection et des branches annexes et de faire bénéficier les sociétaires des excédents d'exploitation éventuels. A cet effet, elle peut assumer des participations à des entreprises de cette branche ou exploiter un atelier de fabrication ou de confection. Les statuts portent la date du 10 juillet 1955. Les parts sociales sont de 20 fr. Toute responsabilité personnelle des associés est exclue. Les publications se font dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil de 3 à 5 membres. Sont nommés membres du conseil: Gustave Ray, de Bonvillars et Villars-Burquin, à Prilly, président; Marie-Louise Ray-Chenevard, de Bonvillars et Villars-Burquin, à Prilly, et Marcel Charbonney, de Lucens, à Prilly. La société est engagée par la signature individuelle du président ou par la signature collective à deux des autres membres du conseil. Bureau: chemin du Vieux Collège 14, chez le président.

29 juillet 1955. Représentations diverses.

Fairway Limited, à **L a u s a n n e**. Suivant acte authentique et statuts du 28 juillet 1955, il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but la représentation, l'achat et la vente d'articles et marchandises de toute nature, produits fabriqués ou mi-fabriqués, la représentation de maisons suisses ou étrangères. La société peut acquérir, louer ou aliéner des immeubles. Elle acquiert pour le prix de 160 000 fr. la villa Maguy, chemin de la Source et avenue C.-F.-Ramuz, soit la parcelle 1226, feuille 31 du cadastre de Pully. Le capital est de 50 000 fr., divisé en 50 actions au porteur de 1000 fr., libéré jusqu'à concurrence de 20 000 fr. Les publications et les convocations sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. Si tous les actionnaires sont connus, les convocations pourront se faire par avis recommandé. Le conseil se compose d'un membre ou plus. Sont nommés administrateurs: Marie-Rose Leysen, de Belgique, à Lausanne, présidente; Francis Oppliger, de Neuchâtel, à Lausanne, vice-président; Fernand Pfeufferli, de Sion, à Lausanne, secrétaire. La société est engagée par la seule signature de la présidente. Bureau: rue du Grand-Chêne 7, chez la présidente.

Bureau du Sentier

30 juillet 1955.

Société de fromagerie de l'Abbaye, à **l' A b b a y e**, société coopérative (FOSC. du 31 janvier 1951, N° 25, page 270). Paul Guignard, de l'Abbaye, est président (nouveau), et Daniel Clerget, de Combremont-le-Grand, secrétaire-caissier (nouveau), les deux à l'Abbaye. Les signatures d'Ami Berney, ancien président, et Jules Guignard, ancien secrétaire-caissier, sont radiées. La société est engagée par la signature collective à deux du président et du secrétaire-caissier.

Bureau de Vevey

30 juillet 1955.

Société de Gestion EVGE, à **L a T o u r - d e - P e i l z**, gestion de biens, etc., société anonyme (FOSC. du 24 janvier 1955, N° 19). Georges Handras, de nationalité grecque, à Lausanne, et Marc Paschoud, de Lutry et Forel-Lavaux, à Lausanne, sont fondés de pouvoirs signant collectivement à deux.

Bureau d'Yverdon

Rectification.

Minder Frères succ. de Louis Roulet, à **Y v e r d o n**, commerce et importation de vins (FOSC. du 29 juillet 1955, page 1980). La précédente publication a paru dans la FOSC. du 28 septembre 1954, à la page 2484 et non 2384.

29 juillet 1955. Ferblanterie, etc.

Oscar Layaz, à Yverdon, ferblanterie, appareillage, couverture et installations sanitaires (FOSC. du 13 février 1941, page 298). Cette raison est radiée par suite de remise de commerce.

29 juillet 1955. Ferblanterie, etc.

Oscar Layaz et fils, à Yverdon. Oscar Layaz et son fils Michel Layaz, tous deux de Montet (Broye), à Yverdon, ont constitué, sous cette raison sociale, une société en nom collectif qui commence le 1^{er} août 1955. L'associé Oscar Layaz a seul la signature sociale. Ferblanterie, appareillage, couverture et installations sanitaires. Rue de Neuchâtel 38.

Wallis — Valais — Vallee

Bureau de Sion

20 juillet 1955.

Electricité de la Lienne S.A., à Sion (FOSC. du 23 mars 1955, N° 68, page 771). Le capital actions de 15 000 000 de fr., libéré jusqu'ici de 3 000 000 de fr., l'est actuellement de 7 500 000 fr.

21 juillet 1955. Transports, bois.

Gauye & Theytaz, à Euseigne, commune d'Héremence. Georges Gauye, à Sion, et William Theytaz, à Euseigne, commune d'Héremence, tous deux originaires d'Euseigne, commune d'Héremence, ont constitué, sous cette raison sociale, une société en nom collectif qui a commencé le 1^{er} juillet 1955. La société est engagée par la signature collective à deux des associés. Entreprise de transports et commerce de bois.

23 juillet 1955. Installations électriques.

Electroval Société Anonyme, Viscolo, Cretton, Fauth & Cie, à Sion, installations électriques (FOSC. du 21 décembre 1954, N° 238, page 3261). En assemblée générale du 26 juin 1955, la société a nommé Etienne Viscolo, jusqu'ici administrateur unique, président, et Michel Fauth, de Charles, de et à Sion, membre et secrétaire du conseil d'administration; tous deux avec signature individuelle.

25 juillet 1955. Mécanique, moteurs.

Müller Fritz, à Sion, mécanique, représentation de tous moteurs, etc. (FOSC. du 21 décembre 1945, N° 299, page 3205). Par suite du transfert du siège à Roggwil (FOSC. du 28 juin 1955, N° 148, page 1692), cette maison est radiée d'office du registre du commerce de Sion.

27 juillet 1955. Travaux publics, etc.

Heller et Barras Sion, à Sion. Walter J. Heller, de et à Berne, et Luc Barras, de et à Chermignon, ont constitué, sous cette raison sociale, une société en nom collectif qui a commencé le 1^{er} juillet 1955. Elle est engagée par la signature individuelle de Walter J. Heller. Exécution en commun de travaux publics et de génie civil, travaux hydro-électriques. Locaux: au bureau de Jacques de Rjedmatten, avocat, rue des Creusets.

29 juillet 1955. Plantes médicinales.

Bourdin Alexandre, à Euseigne, commune d'Héremence, ramassage et commerce de plantes médicinales (FOSC. du 1^{er} mars 1944, N° 51, page 499). La maison n'étant plus assujettie à l'inscription, la raison est radiée à la demande du titulaire.

Bureau de St-Maurice

29 juillet 1955. Electricité.

Ad. Vérolet et Henri Carron, à Fully, exploitation du réseau électrique de la commune de Fully, société en nom collectif (FOSC. du 15 février 1923, page 328). La société est dissoute depuis le 31 décembre 1951. La liquidation étant terminée, cette raison sociale est radiée.

29 juillet 1955. Boulangerie-pâtisserie, épicerie.

Lucien Fracheboud, à Monthey, boulangerie-pâtisserie, épicerie (FOSC. du 22 février 1944, page 441). Le titulaire étant décédé, la raison est radiée. L'actif et le passif sont repris par la maison «Marie Fracheboud», à Monthey, inscrite ce jour.

29 juillet 1955. Boulangerie-pâtisserie, épicerie.

Marie Fracheboud, à Monthey. La titulaire est Marie Fracheboud, veuve de Lucien, née Cottet, de Vionnaz, à Monthey. La maison reprend l'actif et le passif de la maison «Lucien Fracheboud», à Monthey, radiée ce jour. Boulangerie-pâtisserie, épicerie.

30 juillet 1955. Fruits et légumes.

Oscar Bender, à Fully, commerce de fruits et légumes (FOSC. du 7 août 1942, page 1814). Le titulaire étant décédé, la raison est radiée.

30 juillet 1955. Fruits et légumes, produits du sol.

Henri Bergerand, précédemment à Saxon, fruits et légumes et tous les produits du sol (FOSC. du 22 mars 1944, page 683). Le siège de la maison et le domicile particulier du titulaire sont transférés à Martigny-Ville; nouvelle adresse: Domaine des Chantons.

30 juillet 1955. Fruits, légumes, etc.

Edmond Sauthier, à Saxon, commerce de fruits, légumes et de leurs dérivés (FOSC. du 30 mars 1946, page 982). Le titulaire étant décédé, la raison est radiée.

30 juillet 1955. Café, épicerie-mercerie.

Laurent Farquet, à Monthey, Café Bel-Air et magasin d'épicerie-mercerie (FOSC. du 30 mars 1951, page 772). La raison est radiée par suite de remise de commerce.

30 juillet 1955. Café-hôtel-restaurant.

J. Giroud, à Port-Valais. Le titulaire est Jules Giroud, de la Bâtiaz, à Port-Valais. Exploitation d'un café-hôtel-restaurant à l'enseigne «Hôtel du Ports». Bouveret.

Neuenburg — Neuchâtel — Neuchâtel

Bureau de La Chaux-de-Fonds

28 juillet 1955. Entreprise de carrière, etc.

Bruno Agustoni, à La Chaux-de-Fonds. Le chef de la maison est Bruno Giuseppe Agustoni, de Pedrinatte (Tessin), à La Chaux-de-Fonds. Entreprise de carrière, terrassement, démolition et fournitures pour génie civil. Numa Droz 202.

Bureau de Môtiers (district du Val-de-Travers)

28 juillet 1955.

Société de consommation de Fleurier, à Fleurier, société anonyme (FOSC. du 29 octobre 1952, N° 254, page 2647). Le conseil d'administration est composé de: Edmond Lecoultré, président; Louis Yersin, vice-président (déjà inscrits); Auguste Niedermann, secrétaire-caissier (inscrit jusqu'ici

comme membre); John Faivre (déjà inscrit); Marcel Thiébaud, de et à Buttes; Gérard Faton, des Verrières, à Fleurier, et Eugène Jeanneret, de Travers, à Fleurier, membres. Les administrateurs Pierre Gentil et Charles Jaques ont démissionné. Jules Niquille est décédé; ses pouvoirs sont éteints. La société est représentée par la signature collective à deux du président ou du vice-président avec le secrétaire-caissier ou le fondé de pouvoir Georges Perrin (déjà inscrit). Bureaux: Grand-Rue.

Genf — Genève — Ginevra

28 juillet 1955. Cartes postales, etc.

«Gica» J. Casamayor, à Genève. Chef de la maison: Jeanne-Louise Casamayor, de et à Genève. Edition de cartes postales; importation, exportation et représentation de cartes postales et d'articles de papeterie. 6, rue de la Rôtisserie.

28 juillet 1955. Tabacs, etc.

«Papeterie du Mont-Blanc» G. Terrier, à Genève (FOSC. du 12 juin 1952, page 1506). Le titulaire a remis sa papeterie et son commerce de fournitures générales de bureau. Il exploite actuellement, sous la raison G. Terrier, un débit de tabacs, papeterie et commerce d'articles-souvenir. 7, rue du Mont-Blanc.

28 juillet 1955. Société immobilière.

Regilis S.A., à Genève, société immobilière (FOSC. du 17 juillet 1952, page 1820). Conseil d'administration: Nelly Marbot, née Huguenin, présidente (inscrite jusqu'ici comme fondée de pouvoir), et Nelly Marbot, secrétaire, de Genève, à Satigny, lesquels signent collectivement. Les pouvoirs de Nelly Marbot, née Huguenin, sont modifiés en conséquence. Les pouvoirs de Pierre Huguenin, administrateur démissionnaire, sont radiés.

28 juillet 1955

Société Immobilière San-Lorenzo, à Genève. Suivant acte authentique et statuts du 20 juillet 1955 il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour but l'achat, la vente, la construction, la location, la transformation et la mise en valeur de biens immobiliers. Elle se propose d'acquérir, pour le prix de 120 000 fr., l'immeuble formant au cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, la parcelle 1421, avec bâtiments rue des Noirettes 7 et 9 et rue des Epinettes 17. Le capital social est de 50 000 fr., divisé en 50 actions de 1000 fr. chacune, au porteur, entièrement libérées. L'organe de publicité est la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'un ou de plusieurs membres, composé de: Pascal Chiappino, président, de nationalité italienne, à Genève, René Chiappino, secrétaire, de et à Genève, et Charles Chiappino, de et à Genève. La société n'est engagée que par la signature individuelle de Pascal Chiappino. Domicile: 1, rue du Commerce, régie Unger et Gonseth.

28 juillet 1955. Commerce de diverse nature.

Ablin S.A., à Genève. Suivant acte authentique et statuts du 16 juillet 1955 il a été constitué, sous cette raison sociale, une société anonyme ayant pour objet l'achat, la vente et l'exploitation de marques de fabrique, de procédés de fabrication et de brevets de toute provenance et de toute nature, plus spécialement dans les domaines médicaux et alimentaires, et la participation à toutes entreprises ou sociétés poursuivant des buts analogues. Le capital social est de 50 000 fr., divisé en 500 actions de 100 fr. chacune, nominatives; il est libéré à concurrence de 20 000 fr. L'organe de publicité est la Feuille officielle suisse du commerce. L'assemblée générale est convoquée par lettre recommandée aux actionnaires ou par publication dans l'organe de publicité de la société. La société est administrée par un conseil d'administration d'un à trois membres. Maurice Merkt, de Miécourt (Berne), à Genève, est seul administrateur, avec signature individuelle. Domicile: 1, rue du Commerce, étude de M^e Maurice Merkt, avocat.

29 juillet 1955. Bitumes à froid, etc.

Colas Société Anonyme, à Vernier, fabrication, vente et exploitation de bitumes à froid, etc. (FOSC. du 8 février 1955, page 374). Conseil d'administration: Louis Catalan, président (jusqu'ici vice-président et président intérimaire); Pierre Folliet, secrétaire (inscrit); Arnold Hofland, de nationalité hollandaise, à Londres, et Samuel Tapernoux, de Vevey (Vaud), à Genève, lesquels signent collectivement à deux. Les pouvoirs de William Geux, administrateur démissionnaire, sont radiés.

29 juillet 1955.

Société Immobilière Crêts de Champel B, à Genève, société anonyme (FOSC. du 13 juillet 1955, page 1841). Louis Braschoss, de et à Genève, a été nommé seul administrateur, avec signature individuelle. Les pouvoirs de l'administrateur Wolfgang-Amadeus Liebeskind, démissionnaire, sont radiés. Domicile: 9, rue de la Corratierie, bureaux de Louis Braschoss & Cie.

29 juillet 1955. Métaux bruts, etc.

Tristar S.A., à Genève, tous métaux bruts et ouvrages et outillage, fabrication d'horlogerie, etc. (FOSC. du 3 octobre 1952, page 2437). Paul-Charles-Henri Meyer, directeur (inscrit), maintenant de nationalité suisse, originaire d'Eysins (Vaud), a été nommé en outre seul administrateur, avec signature individuelle. Les pouvoirs d'Edmond-Isaac Ruff, administrateur dont les fonctions ont pris fin, sont radiés.

29 juillet 1955.

«RIC» Réalisations d'Idées Cinématographiques, à Genève, société anonyme dont la dissolution et la radiation ont été publiées dans la FOSC. du 18 janvier 1954, page 146. La société est réinscrite comme société en liquidation. La liquidation sera opérée sous la raison sociale: «RIC» Réalisations d'Idées Cinématographiques en liq^{on}, par l'administratrice Suzanne de Perregaux, de Neuchâtel, à Paris, signant individuellement. Domicile de la société en liquidation: 12, rue de la Croix d'Or, étude de M^e Hermann Oederlin, avocat.

29 juillet 1955. Couture.

M^{me} Léa Bozzolo-Desbiolles, à Genève, atelier de couture (FOSC. du 19 août 1932, page 2007). La raison est radiée par suite de cessation d'activité.

29 juillet 1955. Tabacs, etc.

M^{me} L. Grange, à Genève, commerce de tabacs, cigares et journaux (FOSC. du 20 décembre 1951, page 3161). La raison est radiée par suite de remise d'exploitation.

29 juillet 1955. Coutellerie, etc.

M^{me} G. Giovanna, à Genève, importation, commerce et représentation de coutellerie et d'articles divers (FOSC. du 31 octobre 1946, page 3179). La raison est radiée par suite de cessation d'activité.

Andere, durch Gesetz oder Verordnung zur Veröffentlichung im SHAB. vorgeschriebene Anzeigen — Autres avis, dont la publication est prescrite dans la FOSE. par des lois ou ordonnances

Gesuch

um Allgemeinverbindlicherklärung des Gesamtarbeitsvertrages für das schweizerische Coiffeurgewerbe

(Bundesbeschluss vom 23. Juni 1943 über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen; Vollzugsverordnung vom 8. März 1949)

Die vertragschliessenden Verbände haben das Gesuch gestellt, folgende Bestimmungen des unter ihnen am 9. Mai 1955 neu abgeschlossenen Gesamtarbeitsvertrages für das schweizerische Coiffeurgewerbe allgemeinverbindlich zu erklären:

Art. 1. Geltungsbereich ...

Art. 2. Mindestbestimmungen ...

Art. 3. Arbeits- und Präsenzzeit

1. Die Arbeits- und Präsenzzeit beträgt nach Abzug des freien Halbtages höchstens wöchentlich 54 Stunden in städtischen und halbstädtischen und 58 Stunden in ländlichen Verhältnissen.

2. Als ländliche Ortschaften gelten diejenigen, die im Ortschaftsverzeichnis der AHV-Übergangsrentenordnung als solche bezeichnet sind.

3. Die Arbeitnehmer haben je Woche (sechs Arbeitstage) Anspruch auf einen freien Halbtage. Eine Aufteilung dieser wöchentlichen Freizeit ist nur statthaft, wenn sie vor Antritt der Stelle zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer schriftlich vereinbart wurde. Diese Bestimmung gilt auch für die Saisonorte.

4. In Wochen, in welchen aus geschäftlichen Gründen der freie Halbtage innerhalb der betrieblichen Arbeits- und Präsenzzeit nicht gewährt werden kann und daher während sechs vollen Tagen gearbeitet wird, ist der sonst übliche freie Halbtage innerhalb eines Monats nachzugewähren oder mit einem Zuschlag von 25% zum Lohn zu bezahlen. Der Anspruch auf diese Leistungen ist vom Arbeitnehmer sofern sie ihm nicht vorher gewährt worden sind, am Ende des Monats geltend zu machen. Nicht geltend gemachte Ansprüche verfallen nach 6 Monaten.

Art. 4. Ueberzeit- und Sonntagsarbeit

1. Die Ueberzeitarbeit ist innerhalb eines Monats durch gleich viel Freizeit auszugleichen oder mit einem Zuschlag von 25% zum Lohn zu bezahlen. Ueberzeitarbeit bis zu einer halben Stunde zur Fertigstellung von Kundenbedienungen berechtigt nicht zur besonderen Bezahlung, wenn sie in der Woche insgesamt zwei Stunden nicht übersteigt. Der Anspruch auf Ueberzeit- ausgleich oder Lohnzahlung ist vom Arbeitnehmer spätestens am Monatsende geltend zu machen. Nicht geltend gemachte Ansprüche verfallen nach 6 Monaten.

Anmerkung: Zur Berechnung des Ueberzeitstundenlohnes wird der Taglohn in städtischen und halbstädtischen Verhältnissen durch 9 in ländlichen Verhältnissen durch 9,5 geteilt. Zum Ergebnis werden 25% zugeschlagen.

2. Für ansonderliche, nicht ortsbliche Sonntagsarbeit ist der Lohn um 50% zu erhöhen, sofern es sich nicht um Saisonstellen gemäss Art. 9. handelt.

Art. 5. Mittagszeit

Die Mittagszeit muss wenigstens 1 1/4 Stunden für alle Angestellten betragen. Bezieht der Angestellte die Verpflegung beim Meister, so beträgt sie wenigstens 1 1/4 Stunden.

Art. 6. Ferien

1. Die Arbeitnehmer haben Anspruch auf bezahlte Ferien im folgenden Mindestumfang:

- a) Für das 1. und 2. Dienstjahr im gleichen Betrieb 6 Arbeitstage.
 - b) Für das 3. Dienstjahr im gleichen Betrieb 8 Arbeitstage.
 - c) Für das 4. Dienstjahr im gleichen Betrieb 10 Arbeitstage.
 - d) Für das 5. und die folgenden Dienstjahre im gleichen Betrieb 12 Arbeitstage.
- Das Dienstjahr beginnt mit dem ersten Arbeitstag.

2. Die Ferien sind im laufenden Dienstjahr zusammenhängend und nach Massgabe der Bedürfnisse und Möglichkeiten des Betriebes zu gewähren, wobei den Wünschen der Arbeitnehmer nach Möglichkeit Rechnung zu tragen ist. Der Ferienanspruch kann im ersten Dienstjahr frühestens nach 6 Monaten geltend gemacht werden. Bei Lösung des Dienstverhältnisses zu viel bezogene Ferientage können dem Arbeitnehmer bei der letzten Lohnzahlung abgezogen werden. Mit Zustimmung des Arbeitnehmers ist die Uebertragung der Ferien auf das folgende Jahr möglich. Angebotene aber nicht bezogene Ferienansprüche verfallen.

3. Wird das Dienstverhältnis vor Ablauf des ersten Dienstjahres gelöst, so hat der Angestellte nach einer Dienstdauer von wenigstens 3 Monaten Anspruch auf Ferien nach Massgabe der geleisteten Dienstzeit (pro rata temporis). Wird das Dienstverhältnis nach dem ersten Jahr gelöst, so sind dem Angestellten die Ferien nach Massgabe der abgelaufenen Dienstzeit des betreffenden Jahres zu gewähren, wobei der angebrochene Monat voll gezahlt wird. Aerztlich nachgewiesene Arbeitsunfähigkeit und obligatorischer Militärdienst dürfen an die Ferien nicht angerechnet werden. Der Ferienanspruch nach Massgabe der geleisteten Dienste (pro rata temporis) verfällt, wenn das Dienstverhältnis nach weniger als 6 Monaten Dauer aus wichtigen Gründen gemäss Art. 352 OR wegen Verschulden des Arbeitnehmers gelöst werden musste.

4. Die Arbeitnehmer erhalten während der Ferien als Abgeltung von Umsatzbeteiligungen und Trinkgeldern neben dem festen Lohn in ländlichen Verhältnissen Fr. 2.—, in halb-städtischen Verhältnissen Fr. 2.50 und in städtischen Verhältnissen Fr. 3.— je Tag.

5. Angestellte, die im Meisterhaus Unterkunft und Verpflegung beziehen, haben während der Ferien Anspruch auf den vereinbarten Barlohn, auf den Betrag gemäss Absatz 4 zur Abgeltung von Umsatzbeteiligungen und Trinkgeldern und auf eine Entschädigung von Fr. 6.— je Ferientag für Unterkunft und Verpflegung.

Art. 7. Bezahlte Feiertage

Als bezahlte Feiertage gelten in allen Fällen der 1. Januar, der Auffahrtstag, der Karfreitag oder Fronleichnamstag und der 25. Dezember sowie ein weiterer ortsblicher Feiertag, sofern diese nicht auf einen Sonntag fallen. Diese Feiertage sind auch den Aushilfen, die länger als drei Tage beschäftigt werden, zu bezahlen.

Art. 8. Entlohnung

A. Grundsatz

Die durch den Meister bezahlte Entlohnung der Angestellten besteht aus einem festen Lohn und einer Beteiligung an den vom Angestellten selbst erarbeiteten und von den Kunden bezahlten Umsätzen.

In den unter Buchstabe B festgelegten festen Mindestlöhnen ist ein voller Teuerungs-ausgleich beim Stande der Lebenshaltungskosten von 171 Punkten eingeschlossen.

B. Feste Mindestlöhne je Tag

a. Herrencoiffeure

- 1. Im ersten Dienstjahr nach Abschluss der Lehre Fr. 11.50
- 2. Zweiter Herrencoiffeur Fr. 13.50
- 3. Erster Herrencoiffeur Fr. 16.—

b. Coiffeusen

- 1. Im ersten Dienstjahr nach Abschluss der Lehre Fr. 11.—
- 2. Zweite Coiffeuse Fr. 13.—
- 3. Erste Coiffeuse Fr. 15.50

c. Damencoiffeure

- 1. Im ersten Dienstjahr nach Abschluss der Lehre Fr. 13.50
- 2. Zweiter Damencoiffeur Fr. 14.50
- 3. Erster Damencoiffeur Fr. 19.20

d. Herren- und Damencoiffeure (Mixte)

- 1. Im ersten Dienstjahr nach Abschluss der Lehre Fr. 13.50
- 2. Zweiter Herren- und Damencoiffeur Fr. 15.50
- 3. Erster Herren- und Damencoiffeur Fr. 18.—

e. Coiffeure und Coiffeusen mit Meisterdiplom

Herrencoiffeure, Coiffeusen, Damencoiffeure und Herren- und Damencoiffeure (Mixte), die Inhaber des Meisterdiploms sind, haben Anspruch auf einen um Fr. 1.— höhern Mindest-lohn als in der Kategorie gemäss Buchstabe a, b, c oder d, in der sie eingeteilt sind.

C. Umsatzbeteiligung

a. Herrencoiffeure

Herrencoiffeure die wöchentlich den doppelten Lohn und mehr umsetzen, haben An-spruch auf eine Beteiligung von mindestens 10% an dem über den doppelten Wochenlohn erzielten Umsatz.

b. Damencoiffeure, Coiffeusen, und Herren- und Damencoiffeure

1. Coiffeusen, Damencoiffeure und Herren- und Damencoiffeure werden an dem Teil des von ihnen selbst erarbeiteten und bezahlten Kundenbedienungsumsatzes (ohne Umsatz aus Warenverkäufen) beteiligt, der ein Mehrfaches ihres festen Lohnes übersteigt.

- 2. Die Beteiligung am Kundenbedienungs-Umsatz beträgt mindestens:
 - a) in ländlichen und halbstädtischen Betrieben: 10% des selbst erarbeiteten, bezahlten wöchentlichen Umsatzes, der das Zweifache des festen Wochenlohnes übersteigt;
 - b) in städtischen Verhältnissen: 10% des selbst erarbeiteten, bezahlten wöchentlichen Umsatzes, der das Zweieinhalbfache des festen Wochenlohnes übersteigt;
 - c) in Erstklassbetrieben: 10% des selbst erarbeiteten, bezahlten wöchentlichen Umsatzes, der das Dreifache des festen Wochenlohnes übersteigt.

Für die Einteilung in die Ortsklassen ist das Ortsverzeichnis der AHV-Übergangs-rentenordnung massgebend.

3. Die Berechnung und Bezahlung der Umsatzbeteiligung erfolgt nach freier Verein-barung zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer entweder wöchentlich oder monatlich.

4. Durch freie Vereinbarung zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern können feste Löhne vereinbart werden, die, sofern die prozentberechtigenden Umsätze erreicht werden, wenigstens ebenso hoch wie die gesamtarbeitsvertraglich festgesetzten Mindestlöhne, zuzü-glich die in Abs. 2 bestimmten Umsatzbeteiligungen sind. In solchen Fällen fällt jegliche Umsatzbeteiligung hin.

D. Einteilung in die Lohnklassen

1. Als Herrencoiffeur gilt, wer im Besitze des Eidg. Fähigkeitszeugnisses der Lehr-ab-schlussprüfung als Herrencoiffeur oder eines gleichwertigen Ausweises ist.

Als Coiffeuse gilt, wer im Besitze des Eidg. Fähigkeitszeugnisses der Lehrabschluss-prüfung als Coiffeuse oder eines gleichwertigen Ausweises ist.

Als Damencoiffeur gilt, wer im Besitze des Eidg. Fähigkeitszeugnisses der Lehrabschluss-prüfung als Damencoiffeur oder eines gleichwertigen Ausweises ist.

Als Herren- und Damencoiffeur gilt, wer entweder im Besitze des Eidg. Fähigkeits-zeugnisses der Lehrabschlussprüfung als Herren- und Damencoiffeur oder der Eidg. Fähig-keitszeugnisse der Lehrabschlussprüfung sowohl als Herren-, als auch als Damencoiffeur oder gleichwertiger Ausweise ist.

2. Als erster Herrencoiffeur, erste Coiffeuse, erster Damencoiffeur, erster Herren- und Damencoiffeur gelten Angestellte, die in der Lage sind, selbständig und initiativ sämtliche Bernsarbeiten unter eigener Verantwortung auszuführen und zu diesem Zwecke angestellt werden.

E. Angestellte die beim Meister Verpflegung und Unterkunft beziehen

1. Angestellte, die im Meisterhaus Verpflegung und Unterkunft beziehen, haben An-spruch auf einen festen Mindestlohn im Ausmasse des vierzehnfachen Taglohnes gemäss Buchstabe B und auf die Umsatzbeteiligung gemäss Buchstabe C.

2. Angestellte, die im Meisterhaus Verpflegung und Unterkunft beziehen, haben An-spruch auf eine Entschädigung von Fr. 6.—, wenn sie sich auf Wunsch des Arbeitgebers oder auf eigenen Wunsch an Sonntagen auswärts verpflegen, sofern dies spätestens am Samstag-mittag dem Meister mitgeteilt wird.

F. Lohnkontrolle- und Quittung

Die Meister sind verpflichtet, für sämtliche Angestellte eine Lohnkontrolle zu föhren und die Angestellten sind verpflichtet, die erhaltene Lohnzahlung zu quittieren. Vorbehalten in bezug auf die Lohnzahlung für die betreffende Arbeitsperiode sind vom Angestellten sofort auf der Quittung anzubringen.

Art. 9. Lohnzuschläge

1. Bei Saisonanstellungen, die nicht länger als zwei Monate dauern, wird auf allen Lohn-sätzen ein Zuschlag von wenigstens 10% gewährt.

2. Bei Aushilfsstellen, die nicht länger als einen Monat dauern, wird auf allen Lohnsätzen ein Zuschlag von wenigstens 10% gewährt. Zur Aushilfe beschäftigte Angestellte haben über-dies Anspruch auf die Vergütung der Reisekosten. Dauert die Aushilfsarbeit länger als einen Monat, so entsteht von selbst ein normales Dienstverhältnis, und die besondern Zulagen fallen dahin.

Art. 10. Sozial- und Haftpflichtversicherungen

A. Unfälle

1. Der Meister ist verpflichtet, die Angestellten gegen die Folgen von Betriebs- und — soweit sie sich nicht selbst entsprechend versichert haben — von Nichtbetriebsunfällen für folgende Mindestleistungen je Unfallereignis zu versichern:

- a) Heilungskosten bis zum Höchstmass von Fr. 2000.— je Unfall und längstens während der Dauer eines Jahres vom Unfalltag an gerechnet.
- b) Taggeld von Fr. 10.— während der Dauer eines Jahres vom Unfalltag weg.
- c) Im Invaliditätsfalle Fr. 20 000.—
- d) Im Todesfalle Fr. 10 000.—

Tag- und stundenweise beschäftigte Angestellte sind in jedem Falle nur gegen Betriebs-unfälle versichert.

2. Bei einer allfälligen Kürzung der Leistungen durch die Versicherungsgesellschaft hat der Arbeitnehmer gegenüber dem Meister keinen Anspruch auf Ersatz des Betrages, welcher ihm durch die Herabsetzung der Versicherungsleistungen entgangen ist.

3. Die Prämien für die Versicherung gegen Betriebsunfall gehen zu Lasten des Meisters, diejenigen für Nichtbetriebsunfälle zu Lasten des Angestellten.

4. Sofern das Unfallereignis während der Dauer des Dienstvertrages eingetreten ist, sind die Versicherungsleistungen ungeachtet einer allfälligen Beendigung des Dienstverhältnisses zu erbringen.

5. Mit diesen Bestimmungen gilt die Lohnzahlungspflicht des Meisters bei Unfällen nach Art. 335 OR als abgeboten.

B. Krankheit ...

C. Eidg. Alters- und Hinterbliebenenversicherung ...

D. Haftpflicht

Der Arbeitgeber ist verpflichtet, seinen Betrieb gegen Drittpersonen-Haftpflichtansprüche zu versichern unter Einschluss der persönlichen Haftpflicht aller in seinem Betrieb beschäf-tigten Personen.

Art. 11. Probezeit

Die ersten zwei Wochen eines Dienstverhältnisses gelten als Probezeit. Während der Probezeit kann das Dienstverhältnis jederzeit, spätestens nach Ablauf des 11. Arbeitstages, auf drei Tage gekündigt werden.

Art. 12. Beendigung des Dienstverhältnisses

1. Soweit zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer keine anders lautende schriftliche Vereinbarung besteht, beträgt die Kündigungsfrist zwei Wochen, und zwar auch für überjährige Dienstverhältnisse. Die Kündigung muss auf einen Samstag ausgesprochen werden und kann mündlich oder schriftlich erfolgen.

2. Bei widerrechtlicher Lösung des Dienstverhältnisses (ohne Kündigung und ohne Einhaltung der Kündigungsfrist) wird der schuldige Teil schadenersatzpflichtig.

3. Saisonanstellungen gelten mit dem Ablauf der schriftlich vereinbarten Dauer ohne besondere Kündigung als abgelaufen. Wird das Dienstverhältnis aus unvorhergesehenen Gründen in belästigtem Einvernehmen nach Abschluss des schriftlich vereinbarten Saisonabschlussdatums kurzfristig verlängert, so beträgt die Kündigungsfrist für dieses verlängerte Dienstverhältnis 3 Tage.

Art. 13. Schwarzarbeit

Angestellte, die während ihrer Freizeit oder während ihrer Ferien Berufsarbeit gegen Bezahlung ausführen, können nach einmaliger, fruchtloser Mahnung, fristlos entlassen werden. Ueberdies sind sie für nachgewiesenen Schaden aus Schwarzarbeit im Sinne von Art. 41 und 42 OR verantwortlich.

Art. 14. Sorgfaltspflicht

Der Angestellte hat alle ihm übertragenen Arbeiten mit Sorgfalt auszuführen und die ihm anvertrauten Werkzeuge, Apparate, Maschinen und Einrichtungsgegenstände sorgfältig zu behandeln. Er ist im Sinne von Art. 328 OR für den Schaden verantwortlich, den er absichtlich oder fahrlässig dem Meister zufügt.

Art. 15. Oertliche und kantonale paritätische Ausschüsse

1. Zum Vollzuge der allgemeinverbindlich erklärten Bestimmungen können die örtlichen oder kantonalen Sektionen der vertragschliessenden Verbände paritätische Ausschüsse bilden. Die Zusammensetzung erfolgt nach dem Vorbild der paritätischen Landeskommission (Art. 16) und bedarf deren Genehmigung.

2. Diese Ausschüsse haben folgende Aufgaben:

- a) sie überwachen die Durchführung der allgemeinverbindlich erklärten Bestimmungen;
- b) sie amten als Einigungsstelle im Fall von Streitigkeiten zwischen Arbeitgebern und Angestellten über die Anwendung der allgemeinverbindlich erklärten Bestimmungen.

Art. 16. Paritätische Landeskommission

1. Die vertragschliessenden Verbände bilden eine paritätische Landeskommission, bestehend aus einem neutralen Obmann und je vier Vertretern des Meisterverbandes und der Angestelltenorganisationen. Der Obmann wird von den genannten Vertretern bezeichnet.

2. Die paritätische Landeskommission wird vom Obmann zusammengerufen so oft die Verhältnisse es erfordern oder einer der vertragschliessenden Verbände es verlangt. In einer Einladung zu einer Sitzung sind die zu behandelnden Fragen anzugeben.

Art. 17. Aufgaben der paritätischen Landeskommission

Die paritätische Landeskommission hat folgende Aufgaben:

- a) sie überwacht die Durchführung der allgemeinverbindlich erklärten Bestimmungen dort, wo keine örtlichen oder kantonalen paritätischen Ausschüsse bestehen;
- b) ...
- c) ...
- d) ...

Art. 18. Sanktionen

1. Bei festgestellter Nichterfüllung der Bestimmungen dieses Gesamtarbeitsvertrages (Löhne, Ueberzeitentschädigung, Ferien, bezahlte Feiertage, Schwarzarbeit, Sorgfaltspflicht) hat die schuldige Partei die geschuldeten Leistungen sofort zu erbringen. Ueberdies hat sie 25% der geschuldeten Leistungen in die Kasse des paritätischen Landesausschusses einzuzahlen zur Deckung der Kosten der Allgemeinverbindlicherklärung sowie für die Kontrolle über die Einhaltung der allgemeinverbindlich erklärten Bestimmungen.

2. Zum Einzug und, soweit nötig, zur rechtlichen Geltendmachung des vorerwähnten Betrages von 25% sind die vertragschliessenden Verbände berechtigt, welche diesen für die paritätische Landeskommission als anspruchsberechtigt einziehen.

Art. 19. Friedenspflicht ...**Art. 20. Geltungsdauer ...**

Der Geltungsbereich soll wie folgt umschrieben werden:

1. Die Allgemeinverbindlicherklärung erstreckt sich auf das ganze Gebiet der Schweizerischen Eidgenossenschaft, mit Ausnahme der Kantone Basel-Stadt und Genf, soweit für diese Kantone allgemeinverbindlich erklärte Gesamtarbeitsverträge bestehen.

2. Sie findet Anwendung auf die Dienstverhältnisse zwischen den Inhabern von Betrieben des Coiffeurgewerbes und ihrem Personal; ausgenommen sind die Lehrlinge im Sinne des Bundesgesetzes vom 26. Juni 1930 über die berufliche Ausbildung.

3. Für den Arbeitnehmer günstigere gesetzliche Vorschriften und vertragliche Abmachungen bleiben vorbehalten.

4. Die Allgemeinverbindlicherklärung tritt mit der amtlichen Veröffentlichung in Kraft und gilt bis zum 31. Dezember 1956.

Allfällige Einsprachen gegen dieses Gesetz sind dem unterzeichneten Amt schriftlich und begründet innert 30 Tagen, vom Datum dieser Veröffentlichung an, einzureichen.

Bern, den 3. August 1955.

Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit.

Mitteilungen - Communications - Comunicazioni**Verfügung**

der Eidgenössischen Preiskontrollstelle betreffend den Uebernahmepreis für Tomaten

(Vom 30. Juli 1955)

Die Eidgenössische Preiskontrollstelle, gestützt auf Artikel 2 der Verfügung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements vom 14. Juli 1955 betreffend die Uebernahme für Tomaten, v e r f ü g t :

Art. 1. Der Uebernahmepreis für Tomaten I. Qualität, die von den Importeuren bei der Einfuhr von ausländischen Tomaten zu übernehmen sind, beträgt

50 Rappen je kg «brutto für netto», franko Abgangstation verladen.

Die Verlademargen betragen

5 Rappen je kg «brutto für netto», für Tessiner Tomaten,
8 Rappen je kg «brutto für netto», für Walliser Tomaten,

und sind im Uebernahmepreis inbegriffen.

Der festgesetzte Uebernahmepreis darf nur für Tomaten beansprucht werden, die den schweizerischen Bestimmungen über den Handel mit Gemüse der Schweizerischen Gemüse-Union entsprechen.

Art. 2. Diese Verfügung tritt am 1. August 1955 in Kraft.

Prescriptions

du service fédéral du contrôle des prix concernant le prix à payer par les importateurs pour les tomates indigènes prises en charge

(Du 30 juillet 1955)

Le service fédéral du contrôle des prix, vu l'article 2 de l'ordonnance du Département fédéral de l'économie publique du 14 juillet 1955 concernant les prix à payer par les importateurs pour les tomates indigènes prises en charge, p r e s c r i t :

Article premier. Le prix à payer par les importateurs pour les tomates de première qualité, dont la prise en charge est liée aux importations de tomates étrangères, est fixé au taux de

50 centimes le kilo «brut pour net»,
franco gare d'expédition, marchandise envaconnée.

Les marges des expéditeurs sont fixées à

5 centimes par kilo «brut pour net», pour les tomates du Tessin;
8 centimes par kilo «brut pour net», pour les tomates du Valais.

Elles sont incluses dans le prix ci-dessus.

Ce prix ne peut être revendiqué que pour des tomates conformes aux prescriptions de l'union suisse du légume.

Art. 2. La présente ordonnance a effet au 1^{er} août 1955.

Prescrizioni

dell'Ufficio federale di controllo dei prezzi concernenti i prezzi dei pomodori ritirati dagli'importatori

(Del 30 luglio 1955)

L'Ufficio federale di controllo dei prezzi, visto l'articolo 2 dell'ordinanza del Dipartimento federale dell'economia pubblica, del 14 luglio 1955, concernente prezzi dei pomodori ritirati dagli'importatori, p r e s c r i v e :

Art. 1. Il prezzo dei pomodori di 1^a qualità che gli'importatori sono obbligati a ritirare per poter importare pomodori esteri, è fissato a:

50 centesimi il chilogrammo «lordo per netto»,
franco stazione di spedizione, merce caricata sul vagone.

I margini dello speditore, già compresi nel prezzo sopra indicato ammontano a:

5 centesimi il chilogrammo «lordo per netto», per pomodori del Ticino,
8 centesimi il chilogrammo «lordo per netto», per pomodori del Vallese.

Questo prezzo può essere preteso solo per pomodori di cui qualità corrispondono alle norme dell'Unione svizzera per la verdura.

Art. 2. Le presenti prescrizioni entrano in vigore il 1^o agosto 1955.

Devisenkurse für den gebundenen Zahlungsverkehr mit dem Ausland

Liste Nr. 213 vom 1. August 1955 der Schweizerischen Verrechnungstelle Zürich

Kauf	Kurse gültig am 1. August 1955	Verkauf
8.73	Belgien/Luxemburg	8.78 ¹ / ₂
62.90	Dänemark	63.15
103.90	Deutschland-West	104.30
1.24 ³ / ₄	Frankreich	1.25 ¹ / ₂
12.15 ¹ / ₂	Grossbritannien	12.20 ¹ / ₂
114.50	Holland	114.95
60.80	Norwegen	61.05
84.45	Schweden	84.80

Die jeweiligen Tageskurse sind bei den ermächtigten Banken zu erfragen.

Auszahlungen	Kurse gültig bis auf weiteres	Einzahlungen
63.—	Bulgarien	63.—
1.8868	Finnland	1.9012
14.52 ³ / ₄	Griechenland	14.62 ⁵ / ₈
0.69 ³ / ₄	Italien	0.70 ¹ / ₄
1.4576	Jugoslawien	1.4576
16.76 ⁵ / ₈	Oesterreich	16.87
107.13 ¹ / ₂	Polen	107.13 ¹ / ₂
15.13	Portugal	15.29
71.39	Rumänien	71.39
	Spanien (Auskunft durch die Verrechnungstelle)	
59.347	Tschechoslowakei	59.702
1.546	Türkei	1.562
36.969	Ungarn	37.523

**Zahlungsverkehr mit der belgisch-luxemburgischen Wirtschaftsunion
Ursprungszeugnisse**

Bis anhin konnten die ermächtigten belgisch-luxemburgischen Banken Warenzahlungen nach der Schweiz nur vornehmen, wenn für Beträge über sFr. 250 ein schweizerisches Ursprungszeugnis vorgelegt wurde. Wie aus den letzten Vorschriften des «Institut belgo-luxembourgeois du Change» hervorgeht, wird nunmehr in Belgien/Luxemburg für alle Warenzahlungen auf die Vorlage dieser schweizerischen Dokumente verzichtet.

Die schweizerischen Vorschriften betreffend die Ursprungsbescheinigungen im Zahlungsverkehr mit dem belgisch-luxemburgischen Währungsgebiet erfahren dadurch keine Aenderungen. 179. 3. 8. 55.

**Service des paiements avec l'Union économique belgo-luxembourgeoise
Certificats d'origine**

Jusqu'à présent, les banques belges et luxembourgeoises ne pouvaient effectuer des paiements de marchandises, à destination de la Suisse, supérieurs à 250 fr., que sur présentation d'un certificat d'origine suisse. Ainsi que cela ressort des dernières prescriptions de l'«Institut belgo-luxembour-

geois du change», ces deux pays renoncent à exiger ces documents suisses pour tous les paiements de marchandises.

Ceci n'entraîne aucune modification des prescriptions suisses concernant les attestations d'origine dans le service des paiements avec la zone monétaire belgo-luxembourgeoise. 179. 3. 8. 55.

**Servizio dei pagamenti con l'Unione economica belgo-lussemburghese
Certificati d'origine**

Le banche belgo-lussemburghesi accette potevano finora eseguire nella Svizzera pagamenti di merci superiori a 250 fr.s. solo verso presentazione di un certificato d'origine svizzero. Come appare dalle ultime prescrizioni dello «Institut belgo-luxembourgeois du Change», nel Belgio e nel Lussemburgo si rinunzia ora all'esibizione di siffatto documento svizzero per qualsiasi pagamento di merci.

Questa modificazione non tocca punto le prescrizioni svizzere concernenti le attestazioni d'origine nel servizio dei pagamenti con la zona monetaria belgo-lussemburghese. 179. 3. 8. 55.

Redaktion: Handelsabteilung des Eidgen. Volkswirtschaftsdepartementes, Bern
Rédaction: Division du commerce du Départ. fédéral de l'économie publique, Berne



Natural
A.G.
INTERNATIONALE TRANSPORTE
empfiehlt

Ihre eigene Organisation in Mexico
AGENCIA NATURAL (JOSEF FEDIER)
PESTALOZZI 844-3, MEXICO D.F.
die **HOLLAND AMERIKA LINIE** als deren
Generalfracht-Agenten für die Schweiz.
Regelmäßige Abfahrten von und nach Veracruz,
Tampico, Coatzacoalcos.

Bezirksgericht Aarau

Rechnungsruf

Das Bezirksgericht Aarau hat am 22. Juli 1955 über

Müller-Suter Karl

geb. 1901, Wirt und Schriftsetzer, von Gallenkirch, in Aarau wohnhaft gewesen, gestorben am 17. Juni 1955, das öffentliche Inventar mit Rechnungsruf bewilligt.

Die Gläubiger und Schuldner, mit Einschluss der Bürgschafts-gläubiger, werden aufgefordert, ihre Forderungen und Schulden bis 30. August 1955 bei der Gemeindeganzlei Aarau anzumelden, ansonst die in Art. 590 des Zivilgesetzbuches erwähnten Folgen eintreten (Art. 581 ff. ZGB).

Aarau, den 22. Juli 1955.

Bezirksgericht.

Zu verkaufen
**6 Sichtkartei-
Tische**
Stahl, mit Rollen
und Auszugstabl,
Höhe 78 cm, Breite
60 cm, Tiefe 65,8 cm,
neuwertig, weit un-
ter Katalogpreis.
Postfach 278,
Zürich 32.

Zu verkaufen komfor-
tabel ausgebautes Haus,
mit prächtigem Garten,
geeignet als
**Ferienhaus
am Aegerlsee**
Beste Lage für Sommer-
u. Winterferien (Hoch-
stuechi), 12 Zimmer, 2
große Aufenthaltsräume,
große Garage usw. An-
fragen unter SA 0623 Lz
an Schweizer Annoncen
AG, ASSA, Luzern.

Spanisch
Uebersetzungen, Korre-
spondenz, Unterricht
durch diplomierter Aus-
landschweizerin.
Telephon (031) 4 92 53



**FISCHER & CO.
REINACH 6**

**AMERICAN
EXPRESS** bietet
Ihnen einen **WELTUM-
spannenden SERVICE**



FÜR
NÄHERE
AUSKÜNFTEN:

**THE AMERICAN EXPRESS CO. INC.
INTERNATIONALE TRANSPORTE**

BASEL: Marktgasse 5
GENÈVE: 7, rue du Mt. Blanc
LUZERN: Schweizerhofquai 4
ZÜRICH: Sihlportplatz 3
Eigene Bureaux an vielen wichtigen Hafen- und
Handelsplätzen im Ausland.

INKASSI im Kanton Tessin

werden prompt, gewissenhaft und zu kulanten
Bedingungen besorgt von
LA DIFESA, G. Cappello, LUGANO
Gegründet 1915



Alle Auskünfte durch Ihr Reisebüro
oder durch die Generalverleiher
für die Schweiz
NATURAL AG., BASEL
Biel — Gené — Zürich
Buchs, La Chaux-de-Fonds, Chiasso,
St. Gallen, Valiorbe. P 462 Q

On demande
1 DIRECTEUR COMMERCIAL
capable, possédant grandes facilités
d'organisation, pour diriger en
collaboration avec techniciens, le dé-
veloppement, l'exploitation commerciale
de brevets de construction
(affaire très intéressante). Les per-
sonnes sérieuses disposant de quel-
ques fonds ou garanties que cela
peut intéresser peuvent faire offres
avec références nous S 64214 X à
Publicitas Genève.

**Seltene
Gelegenheit!**
Zu verkaufen
2 Diktiergeräte «Dictaphone», 1 Wie-
dergabegerät, 1 Schließapparat dazu,
28 Diktierrollen mit 2 Kassetten.
Bei sofortiger Wegnahme gegen bar
total Fr. 950.-.
Anfragen unter Chiffre P 491 Fd an
Publicitas Frauenfeld.

Verlangen Sie vom SHAB. unent-
geltliche Zusendung von Probenum-
mern der «Volkswirtschaft».

Quelle
COMMUNE
serait disposé à accorder toutes
facilités pour organisation et for-
mation de personnel à industrie
capable d'occuper grand nombre
d'ouvriers.
Offres sous chiffre P 5439 à Publ-
citas Berne.

Das **INKASSO** Ihrer Forderungen in
der ganzen Schweiz er-
ledigt Ihnen unsere Spe-
zialorganisation durch
eine fachkundige, seriöse
Bedienung

Der **DISKONT** Ihrer Forderungen, Wa-
renkaufverträge und
Wechsel durch unser
Institut verschafft Ihnen
erhöhtes Betriebskapital

Inkasso- u. Diskontbank
W. Haerry & Co. AG., Reinach (AG)

Imprimerie - lithographie
Jeudi 11 août 1955, de 10 h. à midi et
reprise dès 14 h. à la rue Halldi-
mand 7, à Lausanne, l'office des
faillites procédera à la vente aux
enchères publiques des biens pro-
venant de la masse en faillite
Schenk & Cie, savoir:
offset Litholith 30x42 cm (an-
cien modèle), caméra de repro-
duction Falk & Werner 40x40 cm,
contre-presse Auerbach & Scheibel,
presse pneumatiques, compres-
seur, tournettes 45 et 150 cm,
machine à plier, dite à estam-
per, emporte-pièces, machine à
écriture électrique IBM, projec-
teurs Cremer, lampe Kodak, bu-
reau chène, table dactylo, chais-
ses tournantes, etc.
ainsi qu'un lot de fournitures di-
verses, papier, enveloppes, étiquettes.
Le préposé: M. Lulsier.

**Kraftübertragungswerke Rheinfelden
Rheinfelden (Baden)**

Wir laden unsere Aktionäre ein,
am 25. August 1955, um 11.30 Uhr,
im Sitzungszimmer unseres Verwaltungsgebäudes in Rheinfelden (Baden), die am 27. Juli
1954 verlagte ordentliche Hauptversammlung mit folgender

- Tagesordnung**
weiterzuführen:
1. Vorlage des Geschäftsberichtes einschliesslich Jahresabschluss für das Geschäftsjahr 1954.
 2. Beschlussfassung über die Feststellung des Jahresabschlusses 1954.
 3. Beschlussfassung über die Verteilung des Reingewinnes für das Geschäftsjahr 1954.
 4. Beschlussfassung über die Entlastung des Vorstandes und des Aufsichtsrates.
 5. Wahl des Abschlussprüfers für das Geschäftsjahr 1955.

Die Aktionäre, die ihr Stimmrecht ausüben wünschen, wollen ihre Aktien gemäss
§ 16 der Gesellschaftssatzung spätestens am 20. August 1955

in Deutschland: bei unserer Gesellschaftskasse,
bei einem deutschen Notar oder
bei einer deutschen Bank,
in der Schweiz: bei der Schweizerischen Kreditanstalt und ihren Niederlassungen,
beim Schweizerischen Bankverein und seinen Niederlassungen
hinterlegen.

Die Hinterlegung ist auch dann ordnungsmässig erfolgt, wenn die Aktien mit Zustim-
mung einer Hinterlegungsstelle für sie bei anderen in- oder ausländischen Bankfirmen bis
zur Beendigung der Hauptversammlung im Sperrdepot gehalten werden. Im Falle der
Hinterlegung bei einem Notar oder bei einer Wertpapiersammelbank ist die Bescheinigung
über die erfolgte Hinterlegung spätestens einen Tag nach Ablauf der Hinterlegungsfrist bei
der Gesellschaft einzureichen.

Rheinfelden (Baden), den 29. Juli 1955. Der Vorstand.

Warenumsatzsteuer
(22. Auflage): Broschüre von 52 Seiten zum Preise von Fr. 1.50. Einzah-
lungen auf Postcheckrechnung III 520, Administration des Schweizerischen
Handelsamtsblattes, Bern.